



Le choix politique fondamental des élections européennes du 4 au 7 juin: un nouveau sens pour l'Europe ou une approche passive et à droite ?

Déclaration adoptée par la présidence du PSE, le 8 mai 2009

Lors des prochaines élections européennes du 4 au 7 juin, les citoyens seront confrontés à un choix politique fondamental. La récession ne fait que s'aggraver; 27 millions de personnes pourraient se retrouver sans emploi l'année prochaine si aucune action supplémentaire n'est lancée au niveau européen. Le PSE veut mettre les citoyens d'abord dans la lutte contre cette crise. Nous voulons donner un nouveau sens à l'Europe.

Nous, socialistes, sociaux-démocrates et progressistes d'Europe, nous engageons à lutter pour préserver l'emploi, le niveau de vie et l'avenir de nos citoyens. Nous proposons un nouveau plan de relance plus fort et progressiste pour l'Europe, que nous appelons à mettre en oeuvre au cours des 100 premiers jours suivant les élections européennes, afin de lutter contre le chômage de masse, créer de l'emploi et protéger les individus de la menace de la pauvreté et des inégalités.

A l'inverse, face à des perspectives de croissance plus que sombres et des pertes massives d'emploi, la droite européenne a pendant trop longtemps fermé les yeux devant l'ampleur réelle de la crise. Les conservateurs européens ne proposent aucun plan de relance de l'économie dans le manifeste qu'ils ont adopté la semaine dernière. Ils croient encore que leur foi aveugle dans le marché va nous sortir de la crise alors que nous savons que c'est cette même foi qui en est la cause.

Depuis le début de la crise, le décalage entre le discours de la droite et ce qu'elle fait dans la pratique ne fait que s'agrandir. Les socialistes et sociaux-démocrates européens font campagne depuis des années pour l'introduction d'une réglementation solide et efficace concernant les marchés financiers et pour des investissements dans une économie plus durable au service des citoyens. Au lieu de cela, la droite européenne a fait obstacle à nos efforts au Parlement européen et a défendu le principe même de dérégulation qui nous a mené à la crise. A présent, les conservateurs nous disent qu'ils veulent une réglementation des acteurs financiers. Pourtant, les propositions législatives qu'ils élaborent, après des mois d'inaction, sont pleines de lacunes et n'empêcheront pas une nouvelle crise de se produire.

La droite européenne s'oppose à présent à notre plan de relance renforcé au niveau européen alors que tous les indicateurs montrent à quel point il est urgent d'agir en ce sens. Les conservateurs européens préfèrent adopter un comportement passif et permettre à la récession de suivre son cours, alors que les salariés perdent leur emploi et leurs revenus. Les jeunes sont le groupe le plus susceptible de se retrouver dans des emplois temporaires et de mauvaise qualité, et de ne bénéficier que de peu de droits ou d'opportunités. A présent, toute une génération de jeunes risque d'être victime du chômage à long terme. Les chefs de gouvernements conservateurs déclarent qu'ils sont en train de fournir un grand effort budgétaire contre la récession; or, nous avons montré qu'une grande partie de ces budgets est destinée aux allocations de chômage pour ceux qui perdent leur emploi et qu'il ne s'agit pas d'investissements



réels afin de créer de nouveaux postes de travail ni préserver l'emploi existant.

La droite européenne ne fait que nous resservir la même rengaine: une réduction des impôts pour les riches. Son manifeste s'attaque d'ailleurs très spécifiquement à l'impôt. Nous pensons qu'il convient d'agir au nom de l'équité: les nantis doivent payer une part juste de la charge. Il est inacceptable que les ménages européens moins favorisés aient à porter à eux seuls le poids de la crise.

Alors que nous avons collaboré avec le Parti démocrate de Barack Obama afin de promouvoir des efforts importants et coordonnés au niveau mondial contre la crise financière et économique, les leaders de la droite européenne, y compris la chancelière Merkel, le président Sarkozy, le premier ministre Junker et le premier ministre sortant Mirek Topolanek, ont tous critiqué l'approche progressiste de la nouvelle administration américaine et ont porté atteinte au dialogue transatlantique pour la relance. Nous croyons qu'un partenariat avec les progressistes du monde entier, y compris avec l'Administration Obama, est essentiel afin d'élaborer et de mettre en place un nouveau programme progressiste mettant les citoyens d'abord.

Les différences entre les socialistes, sociaux-démocrates et progressistes d'Europe et la droite européenne sont donc claires. Lors de ces prochaines élections européennes, les citoyens seront confrontés à un choix politique fondamental: entre une vision progressiste de l'Union européenne mettant les citoyens d'abord; et une vision à droite de l'Union européenne, où l'avenir des citoyens est laissé aux mains du marché.

Nous demandons instamment à tous les citoyens européens, hommes et femmes, jeunes et plus âgés, de voter pour les candidats du PSE. Donnons à l'Europe un nouveau sens lors de ces élections européennes de juin 2009!

